



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE LA PENINSULE ARABIQUE

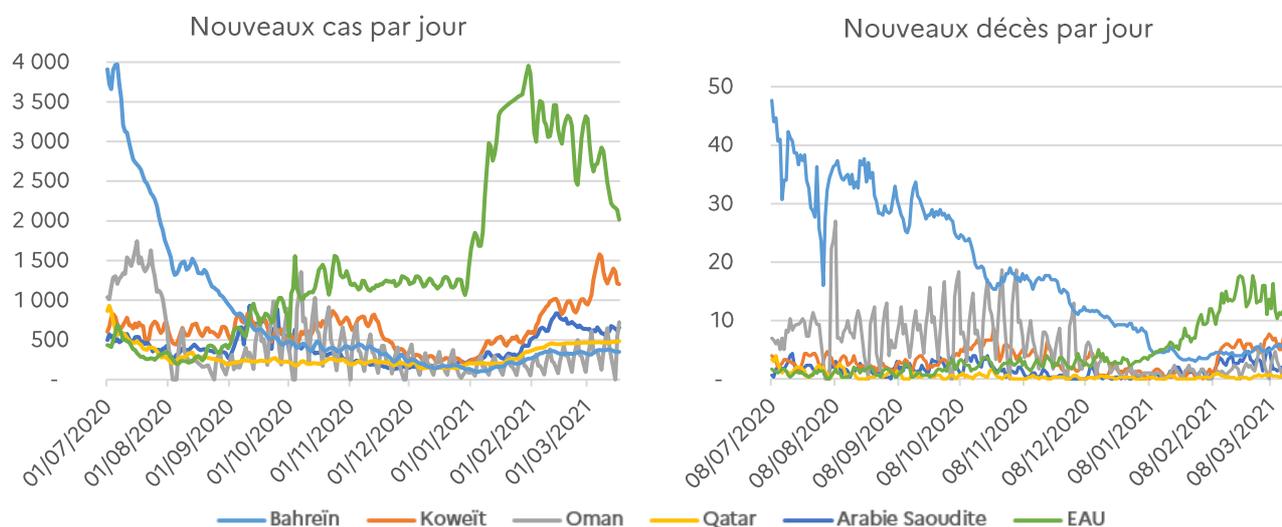
UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABU DHABI

AVEC LA PARTICIPATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE DOHA, KOWEÏT, MANAMA, MASCATE ET RIYAD

N° 73 – Semaine du 12 au 18 mars 2021

Situation sanitaire : évolution des cas et vaccinations

Selon l'OMS, en moyenne, 5 333 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés quotidiennement au cours des sept derniers jours, soit 10% de moins que la semaine dernière, dans les pays du CCEAG. Le nombre de décès causés par le virus a reculé à 26 par jour en moyenne sur la semaine, contre 31 la semaine précédente. Au 17 mars, l'OMS dénombre 1 477 179 contaminations et 11 539 décès dans les pays du CCEAG depuis le début de la pandémie de Covid-19.



Au 17 mars, le nombre de doses de vaccins administrées dans les pays du CCEAG s'élève à 10 835 911. Les EAU en comptent 6 830 369, suivis par l'Arabie saoudite (2,45 million), Bahreïn (580 539), Qatar (510 000), Koweït (360 000), Oman (105 003).

Brèves regionales

- Selon l'agence de notation S&P, les pays du CCEAG connaîtront une reprise graduelle de leur activité économique de 2,5% entre 2021 et 2023, après un recul estimé à 6% en 2020. D'après l'agence, les banques des pays du CCEAG continueront à être impactées par le choc de la crise sanitaire en 2021. Certaines banques enregistreront des pertes une année de plus en raison de leur exposition à des actifs de mauvaise qualité, leur exposition aux petites et moyennes entreprises ou parce-qu'elles n'ont pas provisionné suffisamment. S&P anticipe la détérioration de la qualité des actifs en 2021 en conséquence de la levée progressive des mesures de soutien des gouvernements, d'un coût du risque élevé (celui-ci a augmenté de 60% en 2020) et des taux d'intérêt toujours bas.

Arabie saoudite

- **L'économie saoudienne s'est contractée de -3,9% au quatrième trimestre de 2020** par rapport à la même période l'année dernière. Ce ralentissement s'explique par la plus forte récession qu'ait connue le secteur pétrolier depuis 10 ans. En effet, l'économie non pétrolière saoudienne n'a reculé « que » de -0,8% au quatrième trimestre 2020 en glissement annuel, tandis que le secteur pétrolier s'est contracté de -8,5%.
- La *General Authority of Civil* (GACA) a annoncé la reprise totale des vols internationaux à la date du 17 mai 2021, initialement prévue au 31 mars 2021. Les citoyens saoudiens pourront également à nouveau voyager à l'international. GACA précise toutefois que des restrictions peuvent être mises en place avec les pays dans lesquels la situation sanitaire est jugée mauvaise.
- Le ministère de la Santé a annoncé étendre la campagne de vaccination aux groupes de personnes considérés comme non-prioritaires. Il leur est désormais possible de s'enregistrer sur l'application Sehaty afin d'obtenir un rendez-vous dans un centre de vaccination.
- Selon la GaStat i.e. l'Autorité générale des Statistiques (*General Authority for Statistics*), l'inflation saoudienne s'est élevée à 5,2% en février 2021, soit une légère baisse par rapport à janvier 2021 où elle s'était établie à 5,7%. Ce niveau encore très élevé s'explique par l'inflation continue que connaissent les secteurs de l'alimentation (11,2%) et les transports (9,9%). Pour rappel, l'inflation annuelle en 2020 était de 3,4%. Après une année 2019 déflationniste (-2,1%), 2020 avait vu une hausse sans précédent de l'inflation après le triplement de la TVA en juillet 2020.
- Selon des données publiées par l'hebdomadaire *Mees*, les recettes pétrolières de l'Arabie saoudite auraient chuté de 40% en 2020 pour atteindre 121,9 Md USD. Il s'agirait du niveau le plus bas de la décennie pour le pays, plus bas encore que celui de l'année 2016 avec ses 136,9 Md USD, au plus fort de la baisse du prix du baril. Les conclusions de la récente réunion OPEP+ et la décision unilatérale de l'Arabie saoudite de maintenir une réduction supplémentaire de sa production de 1 Mb/j (million de baril par jour) devraient œuvrer en faveur d'une hausse des recettes saoudiennes. *Mees* prévoit des revenus pétroliers 2021 de 150 Md USD, légèrement en deçà des 170,2 Md USD (niveau 2017) que l'Arabie souhaiterait atteindre (selon l'hebdomadaire) pour atténuer la

pression financière sur Saudi Aramco, qui cherche à maintenir des dividendes trimestriels de 18,75 Md USD.

- **Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi qui a vocation à étendre la privatisation à 16 secteurs de l'économie.** La loi permettra notamment de générer entre 9,3 Md USD et 10,7 Md USD par les privatisations, et la vente d'actifs publics. Ce nouveau système vise à répartir les responsabilités et les risques entre l'Etat et le secteur privé. Au même moment, Rayyan Nagadi, Directeur général du *National Center for Privatization and PPP* a annoncé que l'Arabie saoudite allait procéder à la privatisation de 60 écoles en 2021.
- Le ministre de l'Industrie et des Ressources minières, Bandar Al Khorayef, a annoncé le lancement le 28 mars prochain du programme « Made in Saudi Arabia ». A cette occasion, un logo sera dévoilé afin que tous les produits fabriqués localement soient identifiés de manière identique. Seront également dévoilés les détails du programme, ses objectifs ainsi que ses plans d'actions.
- Le 10 mars 2021, **le fonds souverain saoudien (PIF – *Public Investment Fund*) a annoncé avoir conclu un prêt syndiqué de 15 Md USD.** Il s'agit d'une facilité de crédit renouvelable multidevises avec un syndicat de 17 banques dont des banques asiatiques, européennes, britanniques et américaines. Selon le communiqué du fonds, le prêt «permettra au PIF d'avoir accès à des capitaux supplémentaires qui pourront être déployés en cas de besoin ». Ce prêt syndiqué avait déjà fait couler beaucoup d'encre par les enchères à la hausse quant au montant de la facilité. En effet, d'abord annoncé à 5 Md USD en janvier 2021, les banques se sont montrées empressées de répondre à l'appel du PIF, qui en a profité pour tripler le montant originellement annoncé.
- Le 9 mars 2021, la SRC (*Saudi Real Estate Refinance Company*) a scellé sa première émission obligataire de 4 Md SAR (1,07 Md USD) sous forme de sukuk structurés adossés au refinancement de crédits immobiliers, a déclaré son directeur général, Fabrice Susini, dans un entretien avec Bloomberg. La SRC a été créée par le fonds souverain saoudien en 2017 en tant que « Fannie Mae » saoudien pour mettre au point des solutions de financement immobilier accessibles et abordables à la population saoudienne. Cette émission, en deux tranches de maturité de 7 et 10 ans, a été 2,15 fois sursouscrite. Ce niveau de souscription révèle la confiance des investisseurs dans la vigueur du marché immobilier saoudien, qui a connu une augmentation des primo-accédants de 45% en 2017 à 62% en 2020. Plus de 30% de l'émission a été souscrite par des gestionnaires d'actifs, des fonds de pension, des fonds souverains et des assurances. Cette émission inaugure le premier compartiment du programme d'émissions structurées de 10 Md SAR (2,67 Md USD) de la SRC de sukuk garantis par l'État ciblant les investisseurs locaux. HSBC Saudi Arabia a agi en tant qu'arrangeur unique pour la mise en place du programme et pour cette émission inaugurale. Aljazira Capital, HSBC Saudi Arabia et Saudi Fransi Capital ont agi en tant que chefs de file conjoints et teneurs de livres.
- Le ministre de l'Énergie, le Prince Abdulaziz bin Salman, a signé un protocole d'accord (MoU) avec l'Allemagne pour la production d'hydrogène.

Bahrein

- **Le fonds souverain bahreïnien dispose de 19 Md USD d'actifs**, ce qui le classe au 9ème rang dans le monde arabe, le

premier, Abu Dhabi Investment Authority ayant 580 Md. Il est présent au capital d'une soixantaine de sociétés, la moitié étant bahreïnienne et l'autre moitié à l'étranger.

- Les réserves en devises étrangères de la banque centrale ont chuté de l'équivalent de 7 semaines d'importations à 2 semaines entre les mois de février et avril de l'année 2020. Le FMI critique les prêts en devises étrangères accordés par la banque centrale au gouvernement, qui réduisent la possibilité d'intervenir pour maintenir la parité fixe de la livre bahreïnienne vis-à-vis du dollar américain. Il suggère de diminuer ces encours et de renforcer la transparence et la gouvernance de cette facilité de prêt.

Emirats arabes unis

- L'émir de Dubaï, Mohammed bin Rashid Al Maktoum, a annoncé le lancement du septième plan urbain pour l'émirat depuis 1960, Dubai 2040 Urban Master Plan, qui vise notamment à développer cinq zones urbaines de Dubaï durant les vingt prochaines années (Deira/Bur Dubai, Downtown/Business Bay, Dubai Marina/JBR, Expo 2020 et Dubai Silicon Oasis). L'extension de 134% des zones allouées au tourisme et la concentration de 55% de la population à moins de 800 mètres des transports en commun figurent parmi les mesures citées par l'émir. Dubaï prévoit d'accueillir 5,8 M d'habitants d'ici 2040 (vs 3,3 M actuellement).
- La liquidité du secteur bancaire émirien est revenue à son niveau d'avant la pandémie selon le gouverneur de la Banque centrale Abdulhamid M. Saeed

Alahmadi. Près de 320 000 agents économiques (particuliers, petites et moyennes entreprises) ont pu bénéficier du programme de soutien économique (Targeted Economic Support Scheme ou TESS) consistant en une série de mesures permettant le rééchelonnement de dettes bancaires. L'utilisation du programme pour le mois de mars 2021 s'est élevée à 22 Md AED (6 Md USD) contre 44 Md AED (12 Md USD) à son pic lors du T2 2020. Le gouverneur a par ailleurs maintenu la cible d'une croissance du PIB de +2,5% en 2021.

- Suite à un appel téléphonique entre le Prince héritier d'Abu Dhabi, Sheikh Mohamed bin Zayed et le président israélien Benjamin Netanyahu, les EAU ont annoncé la création d'un fonds d'investissement doté de 10 Md USD destinés à des secteurs dits stratégiques en Israël, soit la production d'énergie, l'eau, la santé et l'agro-technologie.
- Les quatre plus grandes banques des EAU en terme d'actifs (First Abu Dhabi Bank, Emirates NBD, Abu Dhabi Commercial Bank et Dubai Islamic Bank), représentant 76% des actifs du système bancaire émirien, ont vu leurs profits diminuer de 35% en 2020, à 6,7 Md USD contre 10,2 Md USD en 2019 d'après Moody's. Le secteur a été fortement impacté par la baisse des taux d'intérêt et la hausse des provisions (+72%) pour faire face au risque de crédit. Selon l'agence de notation, les banques disposent néanmoins d'amortisseurs financiers suffisants pour résister à la pression sur leurs marges qui devrait se poursuivre en 2021.
- L'indice des prix à la consommation a diminué de 4,5% en février 2021 en glissement annuel dans l'émirat de Dubaï. Les prix de l'immobilier et de l'alimentation, qui constituent plus de la moitié du panier ont diminué

respectivement de 9,1% et 0,4% par rapport à la même période en 2020.

Koweït

- Le montant total des salaires des employés du secteur public a augmenté à un rythme annuel de 9,5% sur les 10 dernières années, passant de 4 Md KWD (13,3 Md USD) en 2009/2010 à 7,2 Md KWD (23,9 Md USD) en 2018/19. Le budget 2021/2022 de l'Etat prévoit des dépenses de salaires de 12,59 Md KWD (42 Md USD).
- La Direction générale de l'aviation civile a annoncé qu'à partir du 25 mars 2021, les passagers en provenance de huit pays dont Bahreïn, les Émirats Arabes Unis et la Turquie, devront avoir téléchargé l'application MUNA qui permet aux autorités de vérifier les informations santé du passager et à ce dernier de prendre connaissance de la liste des laboratoires à l'étranger accrédités par le Ministère des affaires étrangères. Cette nouvelle mesure développée par le leader de la logistique koweïtien Agility devrait permettre de lutter contre les faux certificats de tests PCR négatifs.
- Agility a annoncé qu'elle avait réalisé des profits nets de 41,6 M KWD (137,8 M USD) en 2020, en baisse de 52,1% par rapport à l'année précédente. Son chiffre d'affaire pour 2020 est de 1,6 Md KWD (5,3 Md USD), en hausse de 2,7% en glissement annuel. En juillet 2020, la compagnie koweïtienne avait mis en place un plan d'économie de 150 M USD sur un an (soit 3% de son chiffre d'affaires) qui prévoyait la réduction des dépenses de fonctionnement et le recours à des licenciements (le groupe emploie 26 000 personnes dans le monde).
- La commission des budgets de l'Assemblée nationale a rappelé à l'ordre les différentes entreprises étatiques qui n'ont pas versé la totalité de leurs dividendes au gouvernement. Elle a notamment pointé du doigt Kuwait Petroleum Corp (KPC) qui n'aurait transféré à l'Etat que 19% des sommes dues depuis 2014, soit un montant estimé à 6 Md KWD (20 Md USD). Le Ministre des finances a en retour souligné la nécessité d'explorer d'autres solutions pour financer les besoins de l'Etat, ajoutant que la hausse récente et temporaire des recettes pétrolières n'est pas suffisante et que le prix d'équilibre budgétaire du baril de pétrole s'établit à 90 USD (le baril koweïtien est actuellement à 68 USD).
- Kuwait National Petroleum Company (KNPC) a émis un appel d'offres pour la fourniture de services de conseil et d'ingénierie relatifs à la raffinerie Mina Abdullah. Selon MEED, 12 entreprises dont une française (Technip Energies) ont été invitées à soumettre une offre.
- Kuwait National Petroleum Company (KNPC) et l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) ont signé un accord de coopération (MoU) concernant la recherche et les services digitaux.
- La municipalité de Koweït a signé un contrat de 2,5 M KWD (8,3 M USD) pour rénover et développer le Souk de Mubarakiya. La ministre des Affaires municipales et du logement a déclaré que le projet avait pour but de stimuler le tourisme local, un des objectifs phares de la Vision 2035. Sont notamment prévus la construction d'un hôtel international et d'un office de tourisme, ainsi que le développement d'un parc municipal et d'un théâtre en plein air.

- Selon une étude sur l'entrepreneuriat au Moyen-Orient et au Maghreb en 2020 réalisée conjointement par YouGov et Bayt.com, le premier site de recherche d'emploi du Moyen-Orient, 65% des résidents au Koweït préféreraient être indépendants / posséder leur propre entreprise s'ils avaient le choix.

🇦🇴 Oman

- Conséquence de la détérioration de la situation épidémique, les autorités omanaises ont décidé de ramener la part du personnel travaillant en présentiel au sein des administrations à 70% et de prolonger la fermeture des commerces et restaurants entre 20h et 5h du matin jusqu'au 3 avril.
- Bank Muscat a annoncé avoir levé 500 M USD sous la forme d'obligations EMTN (Euro Medium Term Note) à 5 ans et au taux de 4,75%. Cette opération fait partie d'un programme d'émissions obligataires EMTN plus important de 2 Md USD dévoilé récemment par la banque.
- Dans le cadre du plan de soutien à l'économie dévoilé il y a une semaine, les autorités omanaises envisagent d'accorder aux entreprises étrangères le droit de posséder des parcelles de terrain de 5 000 m² et plus pour l'exercice de leur activité, ainsi que d'octroyer un statut de résident long-séjour à certains investisseurs étrangers.
- Selon le centre national des statistiques NCSI, la production d'électricité dans le Sultanat a connu une baisse de 2% en 2020 en glissement annuel, pour s'établir à 37 962 GWh. La production d'eau a

pour sa part progressé de 6,4% sur l'année (en g.a.), à 475 M m³.

🇶🇦 Qatar

- Le salon Milipol Qatar dédié à la sécurité intérieure et à la défense civile s'est tenu à Doha du 15 au 17 mars 2021, en présence de plus de 30 entreprises françaises qui constituaient la plus importante délégation étrangère. Le Pavillon France organisé par la Chambre de Commerce régionale Paris Île-de-France en coordination avec Business France, a rassemblé 22 grands groupes et petites et moyennes entreprises. Un accord intergouvernemental établissant un partenariat dans le domaine de la sécurité autour de la Coupe du Monde 2022 a été signé en présence du Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur Khaled Ben Khalifa Al Thani.
- Calculée en glissement annuel, l'inflation s'est établie à -1,4% en février 2021 selon l'Autorité de la Planification et des Statistiques. Les prix du logement, eau et électricité (-5,8%), de l'habillement(-8,9%) et des loisirs et culture (-13,9%) restent orientés à la baisse. Les prix des transports sont quant à eux en hausse (+4,4%).
- Le nombre de cas Covid-19 actifs au Qatar au 17 mars se monte à 12 091 cas (en hausse de 20% en deux semaines). Le Ministère de la Santé publique a annoncé que 510 000 doses de vaccin avaient été administrées au Qatar depuis le début de la campagne de vaccination. Environ 15% de la population du Qatar âgée de 16 ans et plus ont reçu au moins une dose. Pour rappel, le Qatar a pour objectif de

vacciner 90% de sa population éligible d'ici la fin de l'année.

- Le Qatar et la Chine ont signé un protocole amendant l'accord visant à éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale. Ce protocole accorde notamment des exemptions fiscales à Qatar Airways sur ses activités de fret aérien et de transport de passagers.
- L'indice de la production industrielle a augmenté de 2,1 % en janvier 2021 par rapport à janvier 2020. L'activité dans le secteur des hydrocarbures est en hausse de 2,9% en glissement annuel, tandis que le secteur manufacturier affiche une baisse d'activité de -1,7% en lien avec l'activité de production de ciment (-19 %).
- Le Vice-Président Cybersécurité de Huawei a annoncé en marge du salon Milipol l'engagement de l'entreprise à

former et développer 10 000 talents dans les Technologies de l'Information et des Communications (TIC) au Qatar dans les trois prochaines années. Huawei est partenaire de trois universités au Qatar (Qatar University, Hamad Bin Khalifa University et Community College of Qatar) pour mettre en place des instituts spécialisés dans les TIC et donner des formations sur la 5G, l'intelligence artificielle et la technologie informatique en nuage (cloud computing technology).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international